

Questions orales

Par suite de la publication d'un rapport sur l'hydrogène, on a entrepris des travaux en vue d'examiner la possibilité d'utiliser l'hydrogène comme combustible de remplacement d'ici le début du siècle prochain. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et moi-même avons rencontré récemment un consortium de gens d'affaires représentant les grandes sociétés canadiennes pour discuter de la mise sur pied d'une mission nationale relative à l'hydrogène.

Le député ne fait que suivre aveuglément le chien de tête.

M. McCurdy: Je ne savais pas que nous parlions de chiens. Je suis certain qu'un chien aurait pu répondre plus clairement à ma question que ne l'a fait le ministre d'État.

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, quand le gouvernement annoncera-t-il qu'il a rétabli les dépenses dans lesquelles il avait sabré en ce qui concerne les énergies de remplacement et les économies d'énergie? Combien consacra-t-il à ces domaines, quand accordera-t-il ces fonds, et sur combien de temps? Le gouvernement créera-t-il une commission de l'hydrogène, comme recommandé dans le rapport du comité consultatif? Quand le ministre créera-t-il cette commission et combien lui accordera-t-on? Et que l'on ne me réponde surtout pas avec des généralités annonçant que l'on est en faveur de ceci ou de cela.

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, comme d'habitude il est très simpliste de croire qu'on peut aisément donner suite à toutes ces solutions. En fait, des comités se penchent à l'heure actuelle sur ces recommandations et les pourparlers se poursuivent.

Nous venons d'annoncer l'octroi de 1,3 milliard de dollars en dépenses nouvelles dans les domaines de la science et de la technologie. Les universités toucheront 540 millions de dollars qu'elles pourront consacrer à la recherche fondamentale et à la création de centres d'excellence. Chose certaine, l'énergie sera l'un des domaines que les scientifiques canadiens voudront étudier de près et pour lequel ils voudront établir des liens avec les chefs de file dans les diverses disciplines dans le monde. Je pourrais en parler indéfiniment. Il demeure que nous intervenons et que nous accomplissons des progrès mesurables. Le député refuse simplement de le reconnaître.

* * *

LES PÊCHES

L'ARRAISONNEMENT DE NAVIRES DE PÊCHE ESPAGNOLS AU LARGE DE TERRE-NEUVE

M. Morrissey Johnson (Bonavista—Trinity—Conception): Monsieur le Président, en fin de semaine, deux navires de pêche espagnols ont été arraisonnés au large de Terre-Neuve pour avoir, semble-t-il, pêché illégalement dans la zone canadienne de 200 milles en 1985. Le ministre suppléant des Pêches peut-il nous informer des détails de l'arraisonnement et de ce qui s'est passé depuis?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je suis enchanté d'avoir l'occasion de

rendre hommage aux agents du ministère des Pêches et des Océans pour leur excellent travail. Samedi dernier, un appareil de surveillance aérienne spécialisé Beach Craft King basé à St. John's et loué par M. Tom Collingwood au ministère des Pêches et des Océans a aperçu deux chalutiers espagnols. On a découvert que des mandats d'arrestation avaient été émis contre les deux navires et leurs capitaines.

Le navire de patrouille *Leonard J. Cowley* a été mis en alerte pour arraisonner les deux bâtiments afin de déterminer si les capitaines étaient bien ceux cités dans les mandats. Il a réussi dimanche à intercepter d'abord le *Lenengoa* puis le *Bigarena* et à arrêter leur capitaine respectif. Les navires ont été contraints de se rendre à St. John's où ils sont arrivés à 16 heures dimanche.

On a découvert que les deux capitaines auraient commis des infractions en 1985 dans nos eaux et sont recherchés depuis lors. Les agents du ministère se sont également illustrés lorsqu'ils ont arraisonné un navire américain qui cherchait à s'échapper avec quatre de nos agents à bord mais a été intercepté par un deuxième bateau ayant à son bord des patrouilleurs armés. Toutes ces mesures ont été instituées par l'actuel ministre des Pêches et Océans.

* * *

LES SPORTS

LA POLITIQUE CANADIENNE—LES ATHLÈTES SUD-AFRICAINS

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je pose ma question au ministre d'État chargé de la Condition physique et du Sport amateur. Il n'ignore pas que son gouvernement a adopté une politique des sports qui est de nature franchement raciste et qui viole l'esprit de l'Accord de Gleneagle. Elle se prête à une situation où nous permettons maintenant à des athlètes d'Afrique du Sud qui appartiennent à des organisations racistes de concurrencer au niveau international en se faisant passer pour des «gens d'affaires indépendants». Est-il prêt à renverser la politique des sports qu'a adoptée son prédécesseur?

L'hon. Jean J. Charest (ministre d'État (Jeunesse) et ministre d'État (Condition physique et Sport amateur)): Monsieur le Président, je ne sais trop de quoi la députée parle, ni si elle a en tête un cas précis. Quant à la politique que nous avons établie à l'égard des athlètes sud-africains, elle n'est pas toujours facile à appliquer, mais nous faisons de notre mieux.

La députée fait peut-être allusion au cas des deux joueurs de tennis dont fait état le *Star* de Toronto. Si oui, je puis l'informer que les deux athlètes en question n'ont jamais demandé de visas pour entrer au Canada.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE REFUSER LES VISAS

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le ministre promettrait-il aujourd'hui à la Chambre qu'on leur refusera le visa, que ce sera le premier pas dans la révision de la politique que le gouvernement conservateur a adoptée en 1985 et qui permet à des athlètes de venir sous l'apparence de gens d'affaires indépendants?